

La solidarité internationale s'exprime à Athènes pour mettre fin à l'asservissement par l'endettement

mercredi 1er juin 2011, par [DUVAL Jérôme](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2011).

C'est dans une salle bondée d'Athènes que la députée Sofia Sakorafa, récemment exclue du parti socialiste au pouvoir PASOK pour avoir refusé de voter les mesures d'austérité, introduit la conférence « Dette et austérité : du Sud global à l'Europe ». D'entrée, elle donne le ton en déplaçant la problématique de l'endettement au-delà des frontières et du clivage Nord / Sud : "La dette est liée à la question de classe". En effet, l'enjeu de cette activité qui s'est déroulée du 6 au 8 mai 2011, un an, presque jour pour jour, après le « sauvetage » de la Grèce par le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne (C.E), est de tirer un enseignement des expériences du Sud contre la dette illégitime qui affecte en premier lieu les classes pauvres et de mobiliser pour son annulation. Il s'agit d'établir un lien entre le « Tiers-monde » et la périphérie de l'Europe en voie de « Tiers-mondialisation » (Grèce, Irlande, Portugal...), d'apprendre des expériences en Amérique latine et d'ailleurs pour tenter de récupérer une souveraineté dérobée aux citoyens et à l'Etat par leurs créanciers, d'établir des solidarités en Europe pour mieux lutter contre une dette oppressante envers les plus pauvres, et enfin, d'impulser une commission d'audit en Grèce afin de répudier la part illégitime de la dette qui n'a pas bénéficié à la population.

Au cours de ces 3 jours de conférence, se sont enchaînées les interventions souvent très radicales et, lorsque de la salle le public prend la parole, on sent une rage incommensurable contre l'injustice persistante de la dette. De ces débats ressort une volonté affirmée d'en finir avec l'oppression capitaliste. Il n'y a pas lieu ici de parler de réformisme mais bien d'un changement radical débouchant sur une réelle justice sociale sans asservissement par l'endettement. La restructuration de la dette ne changera pas le modèle d'exploitation qui se fait sur les épaules des plus faibles, cela ne résoudra pas le problème mais l'amplifiera en prolongeant d'autant l'échéance des remboursements. Il faut une annulation et l'audit est l'outil nécessaire pour y parvenir. L'audit est le préalable indispensable pour déterminer la part illégitime qui doit être déclarée irrecevable et nulle en droit. C'est un outil potentiellement très puissant, capable d'apporter une réponse à la crise, pour peu que ses travaux soient menés de manière indépendante, transparente et démocratique et que la commission soit à l'écoute des revendications portées par les citoyens afin d'être au service de ceux-ci.

Dans un pays qui, dans l'histoire du monde a donné naissance à une forme de gouvernement démocratique, l'immixtion de la Troïka (terme communément utilisé en Grèce pour désigner le trio FMI, Commission Européenne, Banque Centrale Européenne) dans les affaires de l'Etat reste très impopulaire et donne lieu à une lutte acharnée de la part de la gauche à la gauche du parti socialiste au pouvoir. La Troïka n'a pas de mandat du peuple pour imposer ses politiques, la dette qui en découle n'est pas le résultat de négociations démocratiques, ce sont des négociations entre individus qui s'expriment au nom d'institutions non démocratiques. La différence est de taille et la Troïka qui occupe politiquement et économiquement la Grèce pourrait être expulsée afin de débarrasser les citoyens grecs de cette présence illégitime. Alors que le peuple grec se saigne aux quatre veines pour rembourser une dette dont il n'a pas ou très peu bénéficié, la Grèce achète du matériel

militaire à ses voisins européens censés l'aider, les droits des travailleurs sont détruits et le taux de suicide est passé de 1 par jour en 2009 à 2 par jour en 2010.

Il est temps de dire stop au pillage capitaliste par la dette qui opère un transfert de capital depuis ceux qui produisent la richesse vers ceux qui spéculent et influencent les marchés ! Voilà un peu en substance, ce que l'on pouvait ressentir au cours des différentes interventions de ce séminaire. L'expérience de l'audit en Equateur en 2007 et 2008 qui a permis d'annuler une part importante de la dette illégitime et d'économiser 300 millions de dollars par an pendant 20 ans constitue un riche enseignement pour une alternative à construire en Grèce... Plusieurs représentant-e-s de l'Irlande, où l'Etat prévoit 6 milliards de nouvelles coupes budgétaires en 2011, ont motivé l'assemblée en annonçant qu'une commission d'experts indépendants portée par les associations AFRI, la coalition Debt and Development Ireland et le syndicat Unite avait déjà commencé à préparer le terrain pour un audit citoyen dans leur pays. Pour rappel, l'UE et le FMI ont engagé un plan de 85 milliards d'euros de prêt à l'Irlande, réparti sur plusieurs années, destiné notamment à renflouer le secteur bancaire.

Le peuple grec, au même titre que le peuple tunisien, peut, au regard du droit international, refuser le remboursement de la dette odieuse contractée sous un régime dictatorial qui a servi à maintenir et enrichir des tyrans au pouvoir tout en réprimant la population. Mais au-delà, peut-on demander réparation ? Le prêt de 110 milliards d'euros accordé par Bruxelles et le FMI à la Grèce en échange de l'austérité imposée à la population est-il légitime ? La dette aggravée par des « plans de sauvetage » pour porter secours aux banques est-elle légale ? Quelle est la priorité budgétaire de l'Etat, doit-elle aller en premier lieu vers le remboursement aux créanciers et les dépenses en armement ? Toutes ces questions alimentent le débat en Grèce pour un « audit indépendant » de la dette qui intègre des représentants de la société civile. Elles sont les prémices à autant d'arguments, qui avancés sur le plan juridique, doivent poser ces dettes comme irrecevables et nulles en droit. Et si la justice ne le fait pas, la pression populaire peut l'y contraindre. Le bouleversement de rapport de force, produit par un audit efficace, entre les détenteurs de richesse et ceux qui la produisent ne pourra qu'œuvrer pour une juste répartition. C'est un préalable utile qui appelle d'autres mesures fortes et nécessaires pour emprunter la voie d'une société radicalement différente, basée sur le partage des richesses, la justice et la solidarité, et qui reste à construire par et pour le peuple.

Jérôme Duval
